

LES NATIONS UNIES

LES ESSAIS NUCLÉAIRES—ATTITUDE DU CANADA
AVANT LA RÉOLUTION MEXICAINE

A l'appel de l'ordre du jour.

M. F. Andrew Brewin (Greenwood): Je voudrais poser une question au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Le Canada appuie-t-il la résolution présentée aux Nations Unies par le Mexique aux fins d'interdire les essais nucléaires à compter du 1^{er} janvier 1963?

L'hon. Howard C. Green (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, la première commission des Nations Unies étudie actuellement la question des essais nucléaires, mais aucune résolution ne lui a été présentée encore. Cependant, le représentant du Mexique, dans un discours prononcé devant l'Assemblée plénière, a exposé un projet de résolution qu'il a soumis à l'attention des autres membres des Nations Unies.

Le député le sait sans doute, le Mexique est l'un des huit pays non alignés qui ont pris part, à Genève, aux séances de la commission du désarmement. Soit dit en passant, j'estime que ces huit pays y ont fait de l'excellent travail. Leurs représentants étudient actuellement à New-York les modalités d'une résolution qui sera sans doute présentée à la première commission.

Je n'ai pas à rappeler ici que le Canada a été très actif à cet égard et qu'il fait partie de la commission de désarmement. Nous sommes passablement au courant des pourparlers qui se poursuivent, mais il n'est pas encore opportun de faire connaître l'attitude que prendra le Canada, puisque, je le répète, aucune résolution n'a encore été présentée.

A cause des nombreuses questions qui ont été posées au sujet de ce qui s'est passé à New-York concernant les essais nucléaires, je me ferai un plaisir, si les députés le désirent, de leur fournir une copie du discours que j'ai prononcé le 25 septembre devant l'Assemblée plénière ainsi qu'une copie du discours prononcé il y a quelques jours devant la première commission par le général Burns, notre conseiller en matière de désarmement. Ces discours feront voir nettement aux députés quelle a été l'attitude du Canada sur la question et quel parti il prend à New-York à cet égard.

M. H. W. Herridge (Kootenay-Ouest): Je suis sûr que les observations du ministre feront plaisir à bien des Canadiens, mais étant donné l'intérêt général de tous nos concitoyens pour cette question et leur désir d'être aussi bien renseignés que possible, le ministre demanderait-il à la Chambre l'autorisation de faire imprimer les documents qu'il

vient de mentionner en appendice au compte rendu d'aujourd'hui?

L'hon. M. Green: Je m'en remets complètement à la Chambre à ce sujet.

M. l'Orateur: Une proposition ayant été formulée, le ministre a déclaré qu'il s'en remettait à l'approbation unanime de la Chambre en ce qui concerne l'insertion dans le hansard des deux discours qu'il a mentionnés. Les députés y consentent-ils?

Des voix: Entendu!

[*Note de l'éditeur: Le texte des documents paraît en appendice.*]

(Texte)

QUESTIONS OUVRIÈRES

REFUS DES CONSEILS DE COMITÉ DE PARTICIPER
AU PROGRAMME DE TRAVAUX D'HIVER

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Gérard Laprise (Chapleau): Monsieur le président, j'aimerais poser une question à l'honorable ministre du Travail. L'honorable ministre est-il au courant qu'un ou des conseils de comité, pour des raisons financières, refusent de collaborer au programme de travaux d'hiver, cette année?

Si oui, entend-il venir en aide d'une autre façon aux paroisses non érigées en municipalités?

M. l'Orateur: A l'ordre! Je crois bien que l'honorable député reconnaîtra que sa question n'est pas conforme au Règlement.

LA SOCIÉTÉ RADIO-CANADA

QUESTION À PROPOS DU REMPLACEMENT DE
DEUX GOUVERNEURS

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Marcel Lessard (Lac-Saint-Jean): Monsieur le président, j'aimerais poser une question au ministre du Revenu national, et je m'excuse de ne pas lui en avoir donné préavis. L'honorable ministre pourrait-il nous dire s'il songe à remplacer les deux gouverneurs québécois de Radio-Canada, qui ont démissionné au cours de l'été, ou si c'est déjà fait?

(Traduction)

L'hon. H. J. Flemming (ministre du Revenu national): Il conviendrait à mon avis, monsieur l'Orateur, de poser cette question au secrétaire d'État.

L'hon. G. E. Halpenny (secrétaire d'État): Monsieur l'Orateur, je pensais que l'honorable représentant s'adressait à mon collègue. De toute manière, je n'ai pas entendu la question alors l'honorable député voudrait-il bien la répéter ou l'inscrire au *Feuilleton*?